



Premier mai 2020

Intervention de l'Union Départementale des syndicats CGT- FORCE OUVRIERE de la Haute-Loire

Mes chers camarades,

Le premier mai est la journée internationale de revendication de la classe ouvrière. Ce sont des mots qui gardent tous leur sens en 2020 puisque ce sont les salariés qui sont les premières victimes de la pandémie comme de la crise du système capitaliste.

Partout la protection sociale collective, les systèmes de santé, les services publics ont été mis en pièce sur l'autel du profit. Les travailleurs subissent l'incurie des gouvernements incapables de leur assurer protection et sécurité, et en premier lieu celles et ceux qui sont contraints d'aller travailler pour soigner, assurer les besoins de première de nécessité et la continuité des services publics.

Les plans de licenciements se multiplient dans le monde entier, le chômage et la misère explosent.

Partout, des syndicalistes et militants subissent la répression pour leur engagement. C'est le cas aussi en France à la suite des mouvements de grève comme des manifestations des gilets jaunes.

Cette année nous sommes privés de manifestation par le gouvernement, et cette interdiction demeure après le 11 mai. Pas de rassemblement de plus de 10 personnes nous dit-on, donc pas de manifestation, pas de réunion syndicale, pas d'assemblée de personnel. Mais il sera possible d'être 15 dans une classe, 25 dans un car de ramassage scolaire et même bien plus dans un atelier, une administration ou une usine.

Nous n'acceptons pas cette remise en cause de nos libertés les plus élémentaires.

De quoi le gouvernement a-t-il peur ? Que nous lui fassions payer le manque de masques, de tests de dépistage, de traitements médicaux, de personnels dans les hôpitaux et les EHPAD ?

Que craint-il ? Que nous nous organisions pour refuser les nouvelles coupes dans le code du travail et le statut de la Fonction Publique sur les congés, les RTT, les repos hebdomadaires et le temps de travail ?

Oui, cette crise sanitaire sert bien de prétexte pour redoubler de coups contre nos droits collectifs et pour généraliser la déréglementation.

Nous n'oublions pas. C'est le premier conseil des ministres qui s'est tenu sur la crise sanitaire qui a décidé du 49-3 sur la réforme des retraites. Alors aujourd'hui encore

nous exigeons son retrait, tout comme celui de la réforme de l'assurance ou des lois contre l'hôpital et la fonction publique tout comme nous refusons par avance les nouvelles attaques annoncées contre notre sécurité sociale.

Alors nous saluons tous les syndicats et sections syndicales qui se battent au quotidien pour imposer des règles de sécurité comme préalable à toute reprise du travail, pour défendre leurs droits, leur salaire, leur emploi et leurs conditions de travail.

Oui vous avez raison de vous battre, tout comme ont raison nos camarades enseignants et territoriaux qui refusent la rentrée des élèves à partir du 11 mai sans dépistage systématique et sans moyens de protection en préalable.

L'Union Départementale FO apporte tout son soutien à ce combat car nos enfants ne seront pas les vecteurs d'un rebond de l'épidémie. Tout le monde sait que le but du gouvernement n'est pas pédagogique, ni encore moins sanitaire. Il se plie simplement aux ordres du grand patronat qui veut pouvoir distribuer des dividendes. Et pour cela il exige une reprise de l'économie à tout prix, et surtout à n'importe quel prix.

Et pour les enseignants, cette rentrée le 11 mai devrait aussi être celle de la déréglementation : cours avec des classes regroupées et télétravail en même temps, plus de règle, plus de programme, plus d'horaire !

Alors continuez à signer et à faire signer la pétition intersyndicale, avec la FCPE, qui circule dans le département et qui a déjà recueilli des centaines de signatures. Signez et faites signer aussi la pétition nationale de la FNEC-FP FO qui totalise plus de 50 000 signatures. Participez aux initiatives qui ont lieu dans le département. Comme l'ont écrit près de 50 enseignants, territoriaux et parents réunis au Puy après l'intervention du premier ministre : « Pas de rentrée le 11 mai, ni le 18, ni en juin ! Non l'école n'est pas la garderie du MEDEF. »

Oui, ce premier mai 2020 reste bien un premier mai revendicatif. C'est ce jour là où nos aînés ont fait grève et ont même perdu leur vie pour conquérir nos droits collectifs, dont le premier d'entre eux, le droit syndical. Alors nous ne les laisserons pas détruire.

La CFDT, la CFTC et le MEDEF viennent de signer une déclaration commune pour le maintien ou la reprise des activités économiques. Pour FO l'heure n'est pas à rentrer dans le pacte social souhaité par le gouvernement et ses sbires.

L'heure demeure à résister, revendiquer et reconquérir. C'est le sens du communiqué commun revendicatif que nous avons signé en Haute-Loire avec la CGT, la FSU, Solidaires, la CFTC, les Gilets Jaunes et le Réseau Lycéen et que vous avez reçu.

Alors, vive le premier mai.

Vive la CGT-FORCE OUVRIERE.

Vive la paix, la solidarité et la fraternité entre les travailleurs et les peuples du monde.